

# TRIBUNE



PB-PP|B-00802  
BELGIE(N)-BELGIQUE

AVRIL  
2016

POSTE - TBM

CGSP

FGTB Services Publics

72<sup>e</sup> année - n°4- avril 2016 (mensuel) dépôt CHARLEROI X | P402047 | retour : CGSP place Fontainas, 9/11 1000 Bruxelles

Repair Café.  
Jeter ?  
Pas question !



DOSSIER P. 4



## ÉDITO

Une journée, une expo  
et ... un combat à  
toujours recommencer

P. 3



## POSTE

Primes syndicales 2015  
et reliquat 2014

P. 9



## TBM

Scandale à la Une !

P. 11

## Prime syndicale 2015

### Rappel

Comme chaque année, le formulaire de demande de paiement doit être dûment complété.

N'oubliez pas de le signer et envoyez-le au secrétariat de votre secteur ou de votre régionale intersectorielle avant le 1<sup>er</sup> juillet 2016!

## Vignette cotisations

Chaque année, vous recevez une vignette autocollante attestant du paiement de vos cotisations syndicales pour l'année écoulée à apposer dans votre carnet syndical.

À partir de 2016, cet envoi ne sera plus automatique.

Cependant, les affiliés désireux de recevoir cette attestation peuvent en faire la demande à la CGSP fédérale soit par mail via l'adresse courriel [AFFILIATION@cgspaceod.be](mailto:AFFILIATION@cgspaceod.be), soit par téléphone au numéro 02/508 59 80.

## Élections sociales 2016

**VOTEZ**

**2**

[WWW.FGTB2016.BE](http://WWW.FGTB2016.BE)

**ELECTIONS SOCIALES**

**FGTB**  
Ensemble, on est plus forts

**FGTB.**  
POUR TOUJOURS

## DANS NOS RÉGIONALES

### Hainaut occidental - Voyage à Bruxelles

L'Amicale des Pensionnés CGSP organise le 18 mai un voyage à Bruxelles : visite du Parlement européen,

- repas à la Brasserie « Belle Vue » (boissons non comprises),
- visite du Musée du train « Train World »,
- visite du Domaine provincial de Huizingen.

Prix : 55 €/affilié CGSP-FGTB et 65 €/sympathisant. **Nombre de places limité.**

Renseignements et inscriptions à la régionale.

### Namur- Festivités du 1er Mai

**1er MAI 2016**  
**21° FESTIVITÉS A NAMUR**  
- INVITATION CORDIALE A TOUTES ET TOUS -  
CGSP - Rue de l'Armée Grenadier 41 - 5000 NAMUR

**PROGRAMME**

**10:30** Accueil - Café ☕  
**11:00** Meeting 💬

Sous la coprésidence de :  
**Patrick MERTENS**, Président de la FGTB Namur  
**Jolène TYSSAEN**, Secrétaire Régionale Intersectorielle de la CGSP Namur

Orateurs :  
**Joseph THONON**, pour la CGSP NAMUR  
**Marc GOBLET**, Secrétaire fédéral FGTB  
**Guy FAYS**, Secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB NAMUR.

**12:00** Apéritif musical 🍷  
**12:30** Barbecue géant 🍖

(adultes : 12,00€ - enfants : 6,00€)  
Réservation obligatoire pour le 22/04/2016  
par virement au n° de compte : BE63 636 3827 404 05  
(communication : le nombre de BQ adultes et enfants / 1<sup>er</sup> Mai 2016 \*)  
par téléphone : 081/72.91.13 ou 081/72.91.43  
par fax : 081/72.91.31  
par mail : [marie.dussart@cgsip.be](mailto:marie.dussart@cgsip.be)  
[helene.dupont@cgsip.be](mailto:helene.dupont@cgsip.be)

**14:00** Ambiance musicale 🎵  
et animations  
NASHVILLE ROOTS - DJ TOFF

**21:00** Clôture des festivités 🎉

DIVERS STANDS - GRANDE TOMBOLA Tirage permanent  
PAINS SAUCISSES (après 16h) - MUGUETS - BUFFET - PATISseries

**FGTB Namur**

Et plus... Joseph THONON - Rue de l'Armée Grenadier 41 5000 NAMUR

Toutes infos et matériel disponibles sur le site [www.fgtb2016.be](http://www.fgtb2016.be)

## Une journée, une expo et ... un combat à toujours recommencer

Le 8 mars est la Journée internationale des droits des Femmes, c'est une évidence pour toutes et tous. Pourtant, à voir, à entendre ou à lire le nombre effarant de journalistes ou de commentateurs, voire de commentatrices parler de la journée des femmes ou pire de la femme, il y a vraiment du travail !

Car il s'agit bien de dire, au moins une fois par an, qu'il existe encore beaucoup d'inégalités en termes de droits entre hommes et femmes, tant dans la sphère professionnelle que à la maison, à l'école... La FGTB fédérale a compris que c'était la journée pour sortir une affiche et une vidéo mettant en scène un décolleté plongeant. Les vertus de la provocation et du second degré ne sont parfois pas à propos...

À Herstal, s'est tenu, durant ce mois de mars, une exposition « *Femmes en colère* » qui rappelle très justement la lutte des ouvrières de la FN, véritables pionnières du principe « *À travail égal, salaire égal* ». C'est une manière importante de rappeler que ce combat, elles l'ont mené contre leur patron bien sûr, mais aussi contre leurs collègues masculins, et même contre les délégués syndicaux et leurs maris !

À ceux, et peut-être aussi celles, qui pensent que c'était une autre époque et que maintenant tout va mieux, il suffit de rappeler que beaucoup des mesures de régression sociale que prend ce gouvernement de malheur, sous des dehors de neutralité du point de vue du genre, touchent et précarisent de nouveau beaucoup plus de femmes que d'hommes. Que ce soit en matière de pensions ou de chômage (notamment à temps partiel), ce sont bien les femmes qui sont et vont être les premières et principales victimes.

Le bourgmestre ultraconservateur d'Anvers vient encore d'en rajouter une couche en rappelant, lors de la commémoration d'un écrivain catholique anversois, le rôle traditionnel de la famille et en dénonçant la propension trop facile à la séparation et au divorce...

Il est cité dans *La Libre* du 15 mars : « *Le mariage était loin des romances de magazines mais c'était et est resté un mariage (...) un pacte absolu qui facilite certaines choses. (...) Un revenu professionnel d'un côté, une main dévouée, nourrissante de l'autre, c'est précisément ce dont manquent aujourd'hui des dizaines d'enfants anversois parce que leurs parents ont fait d'autres choix. (...) Nous considérons avec une relative nonchalance le prix humain et économique que notre société paye pour le nombre de plus en plus élevé de couples rompus. (...) Anvers compte de plus en plus de mères seules, qui dépendent d'allocations publiques.* »

Si ce message n'est pas d'une grande clarté, que faut-il ? « La femme est avant tout une épouse et une mère et doit le rester pour ne pas grever les finances publiques et s'occuper des enfants... »

*Femmes en colère*, c'est un beau titre mais en 2016, les femmes, avec également les hommes féministes, doivent continuer le combat car nous sommes toujours à la merci des plans d'austérité qui aggravent les inégalités entre hommes et femmes.

Le féminisme doit être le combat de toutes et tous et il est urgent de continuer à le mener !

# Repair Café. Jeter ? Pas question !

*Consommer, c'est faire de la politique et refuser de surconsommer encore plus. Aujourd'hui, l'obsolescence programmée, ou autrement dit la mort industrielle programmée de nos biens de consommation par leur producteur, est un outil du capitalisme pour nous pousser à acheter toujours plus d'objets.*

Les conséquences de cette surconsommation sont néfastes pour l'écologie. De plus, le tout jetable à durée de vie limité rime malheureusement bien souvent avec l'utilisation de matériaux de faible qualité et des conditions de travail précaires pour les travailleurs des usines qui les produisent.

## Réparer ensemble !

À l'éternelle question, mais que pouvons-nous faire face aux multinationales qui ont créé ce système de surconsommation, certains répondent simplement : réparons nos objets et cessons de les jeter ! Depuis 2007 aux Pays-Bas, la néerlandaise Martine Postma s'investit dans le développement durable au niveau local avec la conviction qu'un autre modèle de consommation est possible. En 2009, elle organise le premier Repair Café à Amsterdam. Face au succès de son concept, elle décide de créer la Fondation Repair Café afin de soutenir la création de Repair Cafés aux Pays-Bas et dans le monde.

Les Repair Cafés poursuivent plusieurs objectifs : consommer moins, lutter contre l'obsolescence programmée et partager ses connaissances et son temps afin de provoquer chez les citoyens un changement de mentalité sur leur consommation.

Le concept est simple, tout le monde peut lancer son Repair Café à l'échelle d'un village, d'un quartier ou d'une association. L'entrée et la participation aux Repair Cafés sont libres et gratuites. Ils sont généralement organisés tous les mois. D'un côté, des citoyens amènent leurs objets défectueux et de l'autre, des citoyens prêtent leurs connaissances et leurs compétences pour les réparer. Au-delà du service, le temps de la réparation est un moment d'échange et d'appren-

tissage. *Réparer ensemble, c'est l'idée du Repair Café.*<sup>1</sup>

D'ailleurs, des ouvrages sur le bricolage et la réparation sont également mis à disposition, il y a toujours quelque chose à apprendre et à partager.

Aujourd'hui, on compte pas moins de 750 Repair Cafés dans le monde, la plupart aux Pays-Bas, en Belgique et en France mais le concept s'exporte également au Japon, aux États-Unis et au Canada.

## L'obsolescence programmée

Les Repair Cafés souhaitent lutter contre l'obsolescence programmée, cette technique marketing qui nous pousse à surconsommer au détriment de notre portefeuille et du développement durable.

Cette pratique commerciale et industrielle n'est pas récente. Les cas célèbres des bas nylons et des ampoules à incandescence datent de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1940, la marque de bas collants *Dupont* se lance dans le marché des bas nylons et le succès est au rendez-vous notamment grâce à la solidité des bas. Cependant, cette durabilité fut volontairement altérée par le producteur quelques années plus tard car elle nuisait à la pérennité de l'entreprise. Les bas étaient tellement solides que les clientes n'en rachetaient que trop rarement. Dans le cas des ampoules à incandescence, les industriels sont allés plus loin en créant un véritable cartel commercial pour réduire volontairement la durée de vie des ampoules bien en dessous de la capacité réelle de production. L'américain *General Electric*, l'allemand *Osram*, le néerlandais *Phillips* et d'autres industriels se réunissent en 1924 pour créer l'entreprise commune *Phoebus* dont l'objectif officiel est l'échange des

licences, brevets et la régulation de la production. Alors que les ampoules de l'époque ont une durée de vie moyenne de 2 400 heures, ils décident de modeler leur production afin de vendre des ampoules d'une durée de vie de 1 000 heures maximum. Il s'agit véritablement du premier accord industriel collectif d'obsolescence programmée connu. En contre-exemple, citons l'ampoule très célèbre de *Livermore* qui éclaire une ancienne caserne de pompiers depuis 1901, bien avant que les producteurs ne réduisent volontairement la durée de vie de leur produit !

Plus récemment, il a été démontré que certains modèles d'imprimante de la marque *Epson* contenaient une puce avec un compteur de copies. Après 18 000 copies, ces imprimantes affichent un message d'erreur obligeant l'utilisateur à changer le tampon encreur, qu'il soit défectueux ou non. Malgré tout, la résistance s'organise puisqu'un informaticien a décidé de contrer ce dispositif en proposant gratuitement un logiciel qui vous permet de remettre ce compteur de copies à zéro.

Les Repair Cafés sont également des formes de résistance à cette obsolescence. Réparer au lieu de jeter, apprendre à réparer, devenir autonome, retrouver du pouvoir ensemble et lutter contre cette consommation toxique pour la planète.

Certains pays ont décidé de lutter contre cette obsolescence. En France, elle est considérée comme un comportement non éthique qui peut faire l'objet d'une infraction pénale. Depuis le 22 juillet 2015, ce délit est passible de

1. voir [www.repaircafe.be](http://www.repaircafe.be)



deux années de prison et de 300 000 € d'amende ou 5 % du chiffre d'affaires annuel réalisé en France par la société condamnée. En Belgique, malgré un projet de loi déposé en 2011, aucune mesure légale précise n'a été prise à ce jour.

### L'économie solidaire comme outil de résistance

Les Repair Cafés fleurissent un peu partout en Belgique et dans le monde, ils constituent avec d'autres initiatives ce qu'on l'on nomme l'économie solidaire. Face à la montée en puissance de l'ultralibéralisme dans notre société, beaucoup de réponses alternatives à ce modèle économique destructeur voient le jour. Les GAS ou Groupes d'achats solidaires, les jardins collectifs, les composts urbains, les marchés gratuits, les Systèmes d'échanges locaux (SEL), autant de lieux où les citoyens peuvent consommer différemment et durablement.

Si vous souhaitez découvrir ces initiatives d'économie solidaire et durable n'hésitez pas à parcourir les cartes interactives sur :

- le site de l'ASBL du Réseau de Consommateurs Responsables (Wallonie & Bruxelles)  
<http://www.asblrcr.be/carte-initiatives-bruxelles-wallonie>
- le site de l'Asbl Dewey (Bruxelles)  
<http://maps.dewey.be/>

## À la rencontre d'un Repair Café!

Interview de Gaëlle Denys, animatrice d'un Repair Café à Verviers pour Présence et Action Culturelles Asbl

*Tout d'abord, qu'est-ce qu'un Repair café ? À quoi et à qui est-il destiné ? Quels besoins est-il supposé rencontrer ?*

Nous autres, Européens, jetons énormément alors que certains objets sont à peine abîmés et seraient parfaitement utilisables après une simple réparation. Mais pour nombre d'entre nous, réparer n'est plus chose normale. Nous ne savons plus comment faire. Le savoir-faire en la matière est en voie de disparaître. Le Repair Café change la donne !

Que faire d'une chaise au pied branlant ? D'un grille-pain qui ne marche plus ? D'un pull troué aux mites ? Les jeter ? Pas question ! On les remet en état au Repair Café.

Le Repair Café apprend aux gens à voir autrement ce qu'ils possèdent, à en redécouvrir la valeur. Il favorise un changement de mentalité, qui est la condition première à une société durable construite par tous. Surtout, le Repair Café veut être une expérience ludique et gratifiante.

*Dans quel cadre avez-vous organisé ce Repair Café ? Cela correspondait-il à une demande du public ?*

Plusieurs initiatives similaires existaient notamment à Dison, Theux et Stavelot. Les Verviétois devaient donc se rendre hors de leur commune pour faire appel à ce service. Nous [les asbl à l'initiative du projet] avons donc décidé d'en créer un, nous avons été rejoints par la Ville de Verviers et plus particulièrement l'échevinat de la cohésion sociale sur ce projet.

*Qu'en est-il ressorti ? L'initiative a-t-elle été bien accueillie ?*

Que du positif, autant pour les associations, que pour les bénévoles et les citoyens. C'est pourquoi nous réitérons l'expérience car nous constatons qu'il y a de plus en plus de personnes intéressées de devenir acteur d'une consommation plus responsable.

*Envisagez-vous de reproduire l'expérience de façon périodique ?*

Oui, le 16 avril sera notre troisième édition. Nous essayons de ne pas entrer en concurrence avec des dates choisies par d'autres Repair Cafés dans d'autres communes proches. Nous devons aussi faire attention aux disponibilités des bénévoles réparateurs sans qui le Repair Café n'existerait pas.

### **Vous souhaitez créer votre Repair Café ?**

Rendez-vous sur [www.repaircafe.be](http://www.repaircafe.be), consultez-y la section « Kit de démarrage » afin d'obtenir toutes les informations nécessaires pour vous lancer.

## LIBERIA

## Atteinte aux droits syndicaux

*Notre camarade Wendy Verheyden est actuellement la coordinatrice de l'Internationale des services publics (ISP) pour la Stratégie d'intervention Ebola mise en place dans le cadre de la Conférence régionale des syndicats de la santé ouest-africain (Wahsun). Nous lui avons demandé de nous faire part de son expérience.*



Le Liberia, avec ses trois professionnels de la santé pour 10 000 habitants - alors que l'OIT recommande un minimum de 41 personnes pour le même contingent - est la troisième nation du bassin du fleuve Mano à avoir été touchée par le virus Ebola. La situation s'est vite transformée en une affaire de portée internationale.

### Un secteur de la santé sous-financé

Au moment où Ebola frappait le pays de plein fouet, le secteur des soins de santé libérien remontait à peine la pente et souffrait encore des répercussions de la guerre civile qui a déchiré le pays pendant plusieurs années. Un secteur sous-financé, surchargé. Avec des professionnels des soins de santé qui payent le prix des mauvaises conditions de travail alors qu'ils travaillent en première ligne et sont les plus lourdement touchés par le virus. Les syndicats libériens avaient tiré la sonnette d'alarme sur tous ces manquements ainsi que sur l'absence de toute mesure de protection pour les professionnels des soins de santé. Mais ils ont été ignorés par le gouvernement...

Les deux organisations syndicales de la santé du Liberia sont affiliées à l'ISP. Seule une d'entre elles, la NPSHWUL (*National Private Sector Health Workers Union of Liberia*), l'organisation syndicale du secteur privé, est également reconnue en tant que telle par les Autorités libériennes. La NAHWAL (*The National Health Workers Association of Liberia*), qui organise les travailleurs du secteur public des soins de santé, s'est vu refuser son agrégation et est, par conséquent, seulement considérée comme une association. Elle n'a aucunement le droit de participer au dialogue social ni même la possibilité de percevoir des cotisations.

Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Liberia, ne tolère toujours aucun syndicat dans le secteur public. Le pays foule aux pieds plusieurs conventions de l'OIT de cette façon.

### Persécution syndicales

C'est ainsi que le 18 février 2014, en réaction à une grève d'envergure dénonçant les mauvaises conditions de travail, 22 dirigeants syndicaux ont été licenciés par le ministre de la Santé, sans la moindre audition. Vingt d'entre eux ont été

réintégrés suite aux nombreuses réactions. Les deux responsables occupant les rangs les plus élevés, Joseph S. Tamba et George Poe Williams, respectivement président et secrétaire général de la NAHWAL, restent à ce jour sans emploi et donc sans revenus. Martha C. Morris, dentiste assistante et chef du service, figurait parmi les 20 dirigeants qui ont finalement pu réintégrer leur fonction. Cependant, son nom a disparu du registre du personnel pendant 8 mois. Martha avait réussi à fonder un Centre de traitement Ebola dans sa région. Sous sa direction, la section syndicale de la NAHWAL de sa région est devenue la plus forte de toute l'organisation.

Outre les cas mentionnés ci-dessus, des dizaines d'autres dirigeants syndicaux ont été menacés et parfois déplacés vers des zones reculées du pays afin de les empêcher d'organiser les travailleurs. Les travailleurs n'osent pas s'affilier à un syndicat après de telles intimidations. En effet, même un emploi sous-payé vaut mieux que pas d'emploi du tout dans un pays qui connaît un taux de chômage important. Les affiliés eux-mêmes ont peur d'assister à des réunions ou de soutenir des actions...

### Des conséquences graves

L'attitude hostile de l'Autorité et la position très affaiblie dans laquelle se retrouvent les syndicats ont eu un impact majeur dans la lutte contre Ebola. Les syndicats, la voix des travailleurs du secteur des soins de santé, n'avaient pas pu participer à l'élaboration d'un plan de lutte et leur expertise n'a donc jamais été prise en compte. Comme si le professionnel des soins de santé n'avait aucun impact sur la qualité du service et donc, sur l'efficacité des soins de santé...

Aujourd'hui, la NAHWAL et la NPSHWUL travaillent ensemble dans le cadre de la stratégie Ebola de l'ISP afin de réaliser une grande enquête et de récolter les données qui prouveront que les travailleurs ne reçoivent pas toujours leur salaire complet.

L'ISP soutiendra dès lors les syndicats dans leur dénonciation de l'antisindicalisme des Autorités libériennes auprès de l'OIT.

# Collaborateur

*Le fonctionnement du système de domination capitaliste doit au moins autant aux dispositions intériorisées par les dominés qu'aux propriétés objectives des dominants.*

Alain Accardo

Sous l'égide de la gouvernance qui confisque la politique au profit de la gestion managériale, il faut absolument promouvoir une vision irénique de la société uniquement mue par le dialogue entre partenaires à la recherche du consensus. Partant, il faut à tout prix nous convaincre que nous sommes tous membres de la classe moyenne et que le concept de classe lui-même est obsolète et dépassé. De fait, parler en termes de classe revient à impliquer qu'un groupe possède la richesse et le pouvoir dans la société et que les autres pas. Ceci implique d'accepter qu'un groupe en exploite un ou d'autres. Ceci encourage également un groupe à définir ses propres intérêts à l'encontre de ceux d'autres. Et admettre ce point de vue revient à avaliser tout autant l'idée que ceci devrait être rectifié, par la lutte et le conflit mis en œuvre, s'il échec, par un bloc organisé, doté d'un pouvoir politique et économique. L'horreur absolue pour les tenants et partisans d'une société pacifiée où les antagonismes (de classe) n'auraient plus lieu d'être. Horreur absolue et écueil qu'il fallait et qu'il faut détruire.

*La notion de partenaires vise à effacer toute idée d'affrontement face à une situation inégale*

## Identité ou assimilation ?

Et ce qui est vrai pour la société en général l'est autant pour le monde du travail. Pas question de permettre aux travailleurs de construire leur identité en tant que prolétaires, soit, pour reprendre la définition littérale et initiale, en tant que personnes qui ne détiennent pas le contrôle des moyens de production importants. Ce qui exclut certes les actionnaires, les spéculateurs et les grands patrons mais qui englobe assurément tant le facteur que le précaire et le guichetier d'une banque. Pour contrer cette vague potentielle qui, tel un tsunami, pourrait renverser les possédants

et les privilégiés, la logique et la culture de la gestion ont tôt fait de rassembler tout le monde sous le même vocable : adieu ouvriers spécialisés, employés, contremaîtres. Les ressources, le capital humain recherché de nos jours (puisque l'individu a entre-temps été réifié, est devenu une marchandise comme une autre) répondent au doux nom de ... collaborateurs. Toutes les communications adressées au personnel vont alors commencer par « cher collaborateur, chère collaboratrice » et les offres d'emploi recherchent des collaborateurs.

## Partenaires dans le même bateau ?

Étymologiquement, le collaborateur est une personne qui travaille avec une autre.

Le recours préférentiel à ce vocable permet alors de faire de tous les travailleurs des partenaires qui sont tous dans le même bateau.

Alors que le rapport de subordination induit par le contrat de travail n'a bien évidemment nullement disparu, la notion de partenaires vise toutefois à effacer toute idée d'affrontement face à une situation inégale. Car, c'est bien connu, les partenaires sont faits pour s'entendre. À force de nous confronter à des concepts comme le bonheur au travail (un oxymore promu par une *Chief Happiness Officer* en son temps dans un SPF) et à force de cacher la classe ouvrière et ses tentatives de construire un rapport de forces, le capitalisme et le néolibéralisme totalitaires sont parvenus à imposer un système de valeurs vu et vécu comme la nature des choses.

Et c'est ainsi que les mécanismes de domination idéologique préconisés visent à susciter l'adhésion et le consen-



tement sans que les personnes ciblées ne s'en rendent compte. Les chaînes rendues invisibles par la prétendue tyrannie du choix se muent en un choix de la tyrannie.

## Médiacratie

Par ailleurs, la violence ouverte représentée par les attaques gouvernementales contre les syndicats et contre le droit de grève, tous ces mécanismes représentent une violence symbolique invisible issue d'une inculcation constante des structures mentales de tout un chacun, notamment quotidiennement dans les médias, faisant alors de chaque travailleur un collaborateur potentiel au sens historique du terme cette fois. Et dans ce cadre, « *la laisse la plus solide que le système passe au cou de ses victimes est peut-être bien aujourd'hui celle de la « culture ».* C'est pourquoi la critique de la culture médiatique, pas seulement en mots mais en actes est devenue une dimension essentielle de la critique sociale. »<sup>1</sup>

En somme, la lutte des classes est aussi une guerre des mots : nommer les choses de telle ou telle manière revient à les faire exister autrement et à en faire une arme ou un pétard mouillé.

1. Alain Accardo, « Préface » in *Reconquista !, Premiers rebonds du Collectif Le Ressort*, Éditions du Cerisier, Cuesmes, 2012, p23-24.



## Congrès statutaire de l'Interrégionale de Bruxelles

*Les 8 et 9 juin prochains, comme tous les quatre ans, l'IRB tiendra son congrès statutaire. L'occasion de faire le point sur le travail accompli de 2012 à 2016 à travers la présentation de notre rapport moral (consultable sur notre site [www.cgsp-acod-bru.be](http://www.cgsp-acod-bru.be)), suivi des perspectives d'avenir.*

Ce développement de ces perspectives est essentiel car il est non seulement un des déterminants de la mise en adéquation de nos moyens par rapport à nos objectifs, mais surtout le cadre de références nécessaire à la mise en œuvre de notre projet d'avenir à moyen et à long terme. Car, comme dirait l'écrivain américain William Faulkner : « *Tout est à présent, comprends-tu ? Hier ne finira que demain et demain a commencé il y a 10 000 ans !* ».

Il s'agit, dans notre mouvement de gauche et de progrès, de (re)définir les axes fondamentaux de notre projet de société. Dans cette démarche, il est pertinent de se tourner un bref moment vers le passé et de se remémorer des principes fondateurs établis par la gauche historique en 1894 et formulés dans la **Charte de Quaregnon**.

Les richesses en général, et spécialement les moyens de productions, sont ou des agents naturels ou les fruits du travail, manuel et cérébral, des générations antérieures, aussi bien que de la génération actuelle. Elles doivent, par conséquent, être considérées comme le patrimoine de l'humanité.

Le droit à la jouissance de ce patrimoine, par les individus ou par les groupes, ne peut avoir d'autre fondement que l'utilité sociale et d'autre but que d'assurer à tout être humain la plus grande somme possible de liberté et de bien-être.

La réalisation de cet idéal est incompatible avec le maintien du régime capitaliste, qui divise la société en deux classes nécessairement antagonistes : l'une, qui peut jouir de la propriété sans travail ; l'autre, obligée d'abandonner une part de son produit à la classe possédante.

Les travailleurs ne peuvent attendre leur complet affranchissement que de la suppression des classes et d'une transformation radicale de la société actuelle. Cette transformation ne sera pas seulement favorable au prolétariat, mais à l'humanité tout entière. Néanmoins, comme elle est contraire aux intérêts immédiats de la classe possédante, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Ils devront avoir pour but, dans l'ordre économique, d'assurer l'usage libre et gratuit de tous les moyens de production. Ce résultat ne pourra être atteint, dans une société où le travail collectif se substitue de plus en plus au travail individuel, que par l'appropriation collective des agents naturels et des instruments de travail.

La transformation du régime capitaliste en régime collectiviste doit nécessairement être accompagnée de transformations corrélatives :



- dans l'ordre moral, par le développement des sentiments altruistes et par la pratique de la solidarité,
- dans l'ordre politique, par la transformation de l'État en administration des choses.

Le socialisme doit donc poursuivre simultanément l'émancipation économique, morale et politique du prolétariat. Néanmoins, le point de vue économique doit être dominant, car la concentration des capitaux entre les mains d'une seule classe, constitue la base de toutes les autres formes de sa domination.

Ce manifeste qui peut paraître passéiste dans la forme, respire pourtant les aspirations de progrès social, malheureusement toujours actuelles, quoique certains en disent, plus de cent ans plus tard. Et cette actualité des principes découle de ce que l'ordre social capitaliste est plus que jamais dominant et injuste.

Se retourner vers le passé pour construire notre avenir et celui des générations futures, voilà notre devoir pour le congrès fédéral qui suivra les 16 et 17 juin.

Afin d'éviter la maxime de Jean-Jacques Rousseau : « *Qui croit devoir fermer les yeux sur quelque chose se voit bientôt forcé de les fermer sur tout* » !

*Jean-Pierre Knaepenbergh  
Secrétaire général de l'IRB-CGSP*

[www.cgsp-acod-bru.be](http://www.cgsp-acod-bru.be)





## Primes syndicales 2015 et reliquat 2014

Les formulaires de primes syndicales 2015 vous seront envoyés vers la mi-mars par bpost.

Dès réception, veuillez compléter le formulaire et le transmettre à votre délégué ou le renvoyer dans votre régionale.

<http://www.cgsposte.be/index.php/fr/regionales>

<http://www.cgsposte.be/index.php/fr/personnes-de-contact-pour-la-region-bruxelloise>

Si vous payez vos cotisations en « source » (prélèvement sur salaire), vous aurez également une lettre d'accompagnement sur laquelle vous verrez le détail de vos cotisations syndicales 2015.

Si vous payez via une Dom Sepa ou autre, il n'y aura aucun montant sur votre lettre d'accompagnement mais pas d'inquiétude, nous sommes bien évidemment au fait de vos paiements.

Voici un exemple de la lettre d'accompagnement.

### bpost

HR Contact Center

BP 22247

1100 Bruxelles

T. 0800 222 47 (0800ABC HR)

[hrcc@bpost.be](mailto:hrcc@bpost.be)

XXX

XXX

XXX XXX

Réf. : n° de matricule

Bruxelles, le xx/03/2016

Chère collègue, cher collègue,

Vous trouverez ci-joint le formulaire de demande relative à la prime syndicale pour l'année de référence 2015.

Ce formulaire vous permet, si vous avez cotisé au cours de l'année 2015 auprès d'une organisation syndicale représentative, d'introduire une demande pour l'obtention de la prime syndicale.

Si vous n'avez pas versé de cotisation pour cette année de référence, veuillez ne pas tenir compte de ce courrier.

#### Comment introduire votre demande ?

**Complétez et signez le formulaire et remettez-le à votre syndicat** (si vous le souhaitez, vous pouvez modifier le numéro de compte mentionné sur le formulaire) **en y annexant la présente lettre** (n'oubliez pas de signer en regard du relevé des montants des cotisations) **afin d'accélérer le traitement administratif.**

#### Attention :

Vous ne pouvez introduire qu'un seul formulaire et en cas de perte du formulaire, nous ne vous délivrerons pas de duplicata : vous devez contacter votre organisation syndicale.

#### Votre décompte des cotisations syndicales retenues à la source pour les prestations de l'année 2015

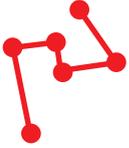
1/2015	CGSP ACOD	-15,40
2/2015	CGSP ACOD	-15,40
3/2015	CGSP ACOD	-15,40
4/2015	CSC ACV	-15,00
5/2015	CSC ACV	-15,00
6/2015	CSC ACV	-15,00
7/2015	CSC ACV	-15,10
8/2015	CSC ACV	-15,10
9/2015	CSC ACV	-15,10
10/2015	CSC ACV	-15,10
11/2015	CSC ACV	-15,10
12/2015	CSC ACV	-15,10
	<b>Total</b>	<b>-181,80</b>

Certifié conforme,  
date et signature du demandeur  
de la prime syndicale

Cordialement  
Le HRCC

# Nouveau centre de tri de Bruxelles X : les travaux ont commencé





## Scandale à la Une !

Cher(e)s Collègues,

Depuis plusieurs semaines, nous constatons qu'une certaine presse attaque constamment l'organisation syndicale en critiquant et en démontant systématiquement toutes nos actions syndicales organisées depuis le début du gouvernement Michel.

Régulièrement, cette même presse publie dans sa *Une* des informations et des faits divers concernant le groupe TEC et particulièrement à l'encontre de nos collègues chauffeurs.

J'en veux pour preuve la *Une* du journal *La Meuse Liège* du 25 février dernier qui relatait un incident entre un journaliste stagiaire et un chauffeur du TEC Liège-Verviers.

Ledit journaliste a affirmé, en première page de ce « journal », que notre collègue liégeois lui avait craché au visage alors qu'il traversait, au vert, sur un passage pour piéton au centre de Liège.

En conséquence, le chauffeur a dû s'expliquer et force a été de constater que les déclarations dudit « journaliste » étaient fausses ; un témoin ayant pu confirmer que c'était le piéton qui, traversant au rouge, avait insulté le chauffeur et, qui plus est, lui avait craché au visage.

Le chauffeur a donc été « blanchi ».

Si notre collègue n'avait pas pu prouver sa bonne foi, il risquait un licenciement.

Camarades, ça commence à bien faire que des pseudos journalistes s'attaquent aux chauffeurs du TEC, sans complexe, pour faire du « chiffre » et sans se soucier le moins du monde des conséquences de telles fausses informations.

Le pire, c'est qu'après contacts avec les responsables du journal *La Meuse Liège*, ceux-ci ne se sont pas tracassés de cette façon de faire de la part d'un de leurs stagiaires journalistes.

J'espérais qu'un contact se fasse entre le rédacteur en chef et la direction du TEC Liège-Verviers avec un article de presse pour rétablir la vérité. Rien du tout et nous le regrettons amèrement.

Bref, pas de démenti et plus de contact.

En tout cas la limite est atteinte et aux prochains dérapages de ce soi-disant journal concernant notre métier, une réaction ne sera plus évitable, avec toutes les conséquences que cela provoquera.

*Claudy Vickevorst*  
Secrétaire interrégional wallon

## Congrès statutaire wallon du Secteur Tram – Bus – Métro

*Samedi 27 février 2016, le Congrès statutaire wallon du Secteur TBM s'est réuni à la Maison syndicale « André Genot » de la Régionale de Namur.*

Les congressistes ont confirmé les membres du Secrétariat wallon dans leur fonction pour les quatre années à venir. Claudy Vickevorst, Secrétaire interrégional ; Carmino Fasano, Président ; Johan Lambert, Assistant wallon et Vice-président ; Daniel Dumont, Président des Allocataires sociaux. Vincent Vanboucq, Secrétaire régional du Hainaut/Brabant-wallon devient le deuxième Vice-président.

Adil Salih a été élu vérificateur aux comptes fédéraux pour la Wallonie tandis que Myriam Delvaux représentera notre secteur à la Commission des Femmes wallonnes.

Les congressistes ont ensuite ratifié tous les mandats dans les différentes Instances wallonnes et fédérales du Secteur TBM.

S'en est suivi le rapport d'activité des quatre années passées. Claudy Vickevorst a commencé ce rapport par le score du Secteur TBM lors des Élections sociales 2012 où par la même occasion nous raflions les 8 mandats de détachés. Ce qui avait permis de mettre en place en plus des cinq secrétaires régionaux, un assistant wallon, un technicien pour les matières sociales et un juriste.

Claudy Vickevorst a ensuite fait un rappel des différentes Conventions collectives de travail (CCT) ainsi que de l'obtention d'avantages nouveaux pour le personnel dans les programmations sociales.

Pour 2011-2012 : Les cotisations patronales de l'Assurance-groupe sont passées de 1 % à 1,75 % ; l'indemnité pour absence de transport public a été majorée de 10 % ; la masse d'habillement a été majorée de 30 % ; le montant annuel alloué aux Allocataires sociaux passe de

50 000 à 75 000 euros pour bénéficier de billets SNCB remboursés. Les invalides pourront dorénavant en bénéficier ; les primes d'ancienneté passent à 200 € pour 25 ans de carrière et à 375 € pour 35 ans ; un chèque cadeau de 35 € ; l'Aménagement des barèmes et des plans de carrières dans les Services techniques ; le passage au barème 1,8 après 17 ans pour le Mouvement ; la prime « qualifié » après 22 ans au lieu de 24 ans pour les appointés ; le maintien des primes temporaires dans le cadre de la classification des fonctions ; la revalorisation des plans de carrière S vers le 1 ; l'harmonisation de certains congés familiaux liés au décès des membres de la famille ; le maintien de l'indemnité de séjour pour les ouvriers.

Pour 2013-2014 : Les cotisations patronales de l'Assurance-groupe passent de 1,75 % à 2,25 % ; l'attribution d'une prime syndicale de 40 € aux Allocataires sociaux à la place des billets SNCB gratuits ; l'indemnité pour le renouvellement des permis de conduire passe à 40 € ; le projet d'un Plan de carrière pour les brigadiers techniques qui sera bientôt terminé.

Pour 2015-2016 : La valeur faciale du Titre-repas passe à 8 € avec augmentation de la quote-part patronale de 0,75 € ; un jour de congé supplémentaire pour tout le personnel en activité ; les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> jours de congé supplémentaires pour ancienneté sont octroyés dès 20 ans de service ; le montant de la prime syndicale octroyée aux Allocataires sociaux sera revu à la hausse pour 2016 ; l'ancienneté de service acquise dans une fonction comparable auprès de la STIB, de DE LIJN ou d'un exploitant privé sera valorisée ; un groupe de travail pour l'accès au FMW en cas d'accident de travail donnant lieu à une incapacité permanente pour les moins de 10 ans d'ancienneté ;

l'instauration d'un régime de Congé sans solde dont la durée totale est limitée à 36 mois pour toute la carrière.

Claudy Vickevorst met aussi en avant la CCT sur le financement du Fonds mutuel wallon (FMW) qui, en plus des deux augmentations de la cotisation patronale dans l'Assurance de groupe reprises dans les programmations sociales, aura permis d'augmenter nettement les capitaux de départ à l'âge de la pension pour les travailleurs du Groupe TEC.

Johan Lambert commentera la présentation d'un diaporama sur AMÉDIS (Amélioration du dialogue social), nouveau principe de concertation sociale mis en place depuis 2011 au sein du Groupe TEC.

Cette présentation reprend le nombre de réunions et leur répartition par région ainsi que le nombre de jours de grève et leur répartition. Charleroi et Liège partagent à elles deux la majorité de ces deux points. Les grèves interprofessionnelles sont quant à elles suivies dans toutes les Régions.

Dans ce diaporama apparaissent aussi les faits marquants d'année en année tels que les économies, les suppressions de services et de postes, l'état des véhicules, les problèmes de réseau, l'absentéisme... Un point retiendra particulièrement l'attention des congressistes, celui de la volonté accrue du Gouvernement wallon de museler les Organisations syndicales en tentant de limiter le nombre de participants aux actions interprofessionnelles, de ne plus permettre d'action en période d'exams scolaires et bien évidemment d'instaurer un service minimum.

Plusieurs constats sont tirés de ces cinq années. Le degré de concertation est dif-



férent d'une société à l'autre. La surenchère syndicale est indéniable et nuit au bon fonctionnement d'AMéDIS et par conséquent à la réussite d'obtenir de bons compromis et donc d'avancer progressivement vers nos objectifs. Les pressions politiques pour l'instauration d'un service minimum sont de plus en plus fortes et sont aujourd'hui d'ordre récurrent.

Enfin, il faut savoir qu'AMéDIS a généré depuis 2011 jusqu'à ce jour 328 réunions. Ce qui représente en moyenne 1 réunion tous les 4 jours ouvrables.

Yohan Lambert clôturera sa présentation AMéDIS par l'importance de la Concertation sociale au sein du Groupe TEC et par la nécessité du respect des règles sans pour autant que notre Secteur TBM perde de sa combativité pour la défense des travailleurs.

Claudy Vickevorst poursuivra le rapport d'activités par les multiples participations du Secteur TBM dans les actions interprofessionnelles qu'elles aient rapport aux mesures imposées par le Gouvernement Di Rupo ou par celui de Michel. Comme à son habitude, le Secteur TBM a participé à toutes ces actions

sous forme de grèves et/ou manifestations durant ces quatre dernières années. Un constat flagrant : le Gouvernement fédéral de droite s'attaque à nos acquis sociaux tels que la pension, les systèmes de prépension. Il s'en prend aussi aux libertés syndicales avec notamment le service minimum et détricote les services publics à tour de bras.

Claudy Vickevorst insistera sur l'impact qu'auront ces mesures sur le Groupe TEC en précisant que la CGSP TBM est parvenue à limiter les conséquences de ces économies pour le bien des travailleurs mais aussi des usagers.

La formation syndicale de nos délégués a été assurée par la FAR (Fondation André Renard) au rythme de deux cycles par année dans les locaux du Floréal à La Roche-en-Ardenne. Les délégués auront pu approfondir leurs connaissances en matière de politique européenne, sur la mobilité, sur les mesures du Gouvernement Michel et leurs impacts, sur les techniques de communication et enfin sur le thème des Élections sociales.

Claudy Vickevorst terminera son rapport par la participation active du Secteur TBM au sein de l'ETF (Fédé-

ration européenne des Travailleurs du transport) pour débattre de la Mobilité, des services publics, des Transports en commun, de l'importance du rapport de forces des Organisations syndicales et de la sécurité dans les transports. Dans la grosse majorité des pays européens, les sociétés de Transports en commun sont gérées par des sociétés privées telles que Kéolis, Véolia etc. La volonté de l'Europe est claire : libéraliser et privatiser les Transports en commun !

Les invités prendront successivement la parole en commençant par la Secrétaire fédérale du Secteur TBM, Rita Coeck. Elle mettra en avant sa fierté d'être leader d'un Secteur combatif avec des convictions de gauche mais aussi de partager ce travail syndical avec des camarades wallons qui pendant les quatre années passées ont travaillé sans compter pour les travailleurs, pour la justice et pour le maintien des droits acquis par le passé.

Rita Coeck expliquera que les perspectives d'avenir pour le Secteur sont emplies d'incertitudes. La Belgique n'est plus la même en l'espace de quatre ans. Le Gouvernement de droite est particulièrement hostile envers le personnel des services publics et bien évidemment envers les Organisations syndicales. C'est donc une lutte à long terme qui nous attend pour le maintien de nos droits syndicaux dont fait partie entre autres, le droit de grève.

La Secrétaire fédérale mettra en avant l'art de diviser que manient avec brio les éléments pervers au sein de nos Gouvernements. Rien de plus simple en effet d'opposer : les travailleurs aux chômeurs ; les jeunes aux vieux ; les belges aux migrants et réfugiés ; les malades aux personnes en bonne santé ; les actifs aux pensionnés ; les Wallons aux Flamands etc. Non contents de cela, les différents Gouvernements dressent les travailleurs contre les syndicats qui sont pourtant là pour leur défense.

Après plusieurs mois de protestations contre ces Gouvernements, force est de constater que le message de la FGFB n'a pas été perçu par le citoyen ! La FGFB va donc à l'avenir se concentrer sur la sensibilisation et la communication afin de conscientiser les citoyens d'ici 2019, années des prochaines élections.

Les services publics restent en première ligne de mire ! La CGSP dont nous faisons partie va donc parallèlement à la FGFB mettre en place un plan d'action qui cependant, demeure trop léger pour le Secteur TBM. Il y a notamment dans ce plan d'actions un dépôt de préavis intersectoriel si le service minimum revenait sur la table. Rita Coeck profitera de la présence du Secrétaire général wallon de la CGSP et de son adjoint pour lancer un appel à la solidarité si le droit de grève était remis en cause ou s'il était question d'un service minimum au sein de notre secteur.

La Secrétaire fédérale poursuivra avec les discussions en cours sur la modernisation du « gentleman agreement » où les organisations patronales veulent notamment : interdire de bloquer les voies de Chemin de fer et les zonings industriels ; qu'un responsable syndical soit systématiquement désigné afin d'être tenu responsable ce qui revient à instaurer la personnalité juridique pour les syndicats.

Les patrons réclament le droit au travail pour les non-grévistes mais le droit au travail, ce n'est pas ça ! C'est de garantir à tous ceux qui n'ont pas de travail de leur en donner. C'est ça le droit au travail.

L'adaptation de ce « gentleman agreement » n'a pas abouti à un accord. Il est impossible d'imposer la paix sociale par voie de loi. On ne peut plus parler de partenaires sociaux lorsqu'on constate le comportement politiquement incorrect du Gouvernement et des patrons qui en définitive ne sont ni nos partenaires, ni sociaux !

Enfin, Rita Coeck remerciera les membres du Secrétariat et les congres-

sistes pour le travail syndical de ces quatre dernières années. Elle leur rappellera l'importance d'être une équipe soudée et forte prête à relever tous les défis et leur transmettra un message d'encouragement pour la campagne électorale des Élections sociales 2016.

Gilbert Lieben, Secrétaire général CGSP et responsable de l'Interrégionale wallonne axera son discours sur les mêmes bases en saluant au passage la qualité du travail exécuté au sein du Secteur TBM et notamment dans les programmations sociales qui mises bout à bout, démontrent qu'un syndicat comme le nôtre est utile et apporte un plus aux travailleurs. Il remerciera et félicitera le Secteur TBM pour sa participation active dans les différents mouvements syndicaux.

Il rassurera les congressistes sur la réaction de la CGSP IRW s'il y avait une atteinte au droit de grève et/ou s'il y avait une menace d'instaurer un service minimum dans les Transports en commun wallons. « *Nous sommes là pour faire face à ceux qui veulent porter atteinte aux droits des travailleurs et à leur bien-être* » conclura-t-il sur un ton décisif.

Laurent Pirnay, Secrétaire général adjoint de la CGSP wallonne montera à la tribune en sa qualité d'Administrateur FGFB au sein du Conseil de la SRWT. Il évoquera l'Audit des 25 ans de fonctionnement de la SRWT visant à améliorer la qualité de service tout en diminuant les coûts de structure avec un volume d'emplois constant. Cet Audit fait l'objet d'une consultance depuis le début février. Le Gouvernement wallon prendra connaissance des résultats en avril/mai. La finalisation est prévue pour août/septembre pour aboutir sur la décision finale.

La saga du tram de Liège pour laquelle il rappellera qu'Eurostat a recalé à trois reprises le projet de Partenariat Public-Privé quant au respect des normes comptables. L'investissement devrait être comptabilisé en une seule fois sans amortissement. Le durcissement

des règles budgétaires de l'Europe qui se focalise sur la dette publique en invoquant la « gestion en bon père de famille » pousse directement à la diminution des dépenses en laissant sous-entendre qu'elles seraient la cause de la dette publique. Le Gouvernement wallon s'apprêterait donc à inscrire 380 millions d'euros au budget pour la réalisation du Tram de Liège, ce qui augmentera incontestablement les difficultés budgétaires de la Région wallonne. Ces nouvelles règles comptables ont donc pour conséquences de rendre très difficile la capacité des pouvoirs publics d'intervenir.

Pour rappel, la dette publique est due aux cadeaux fiscaux. En outre, la dette publique est le prétexte pour justifier l'austérité !

Il rappellera que le contrat de service public 2013-2017 prévoyait la relance économique du secteur. En début de législature, le Gouvernement wallon a décidé entre autres d'imposer des mesures d'économies sur les OIP dont le groupe TEC fait partie. La dotation sera donc amputée de 5 % en 2015, de 3 % en 2016 et de 2 % en 2017. La tranche de 2017 devrait être la plus difficile. Sans oublier les difficultés du gouvernement à respecter les termes du contrat de gestion, notamment lorsqu'il s'agit de compenser un refus d'indexation de certains tarifs.

Les prévisions à long terme sont pessimistes avec notamment une estimation de l'impact du Tax Shift sur la Région wallonne de 343 millions d'euros en 2020. Il faudra aussi faire face à une diminution de 25 % des usagers d'ici 2030.

Laurent Pirnay clôturera son allocution sur les attaques quant au droit de grève ; la personnalité juridique des syndicats ; le Gentlemen agreement et le retour du service minimum par l'entremise du Ministre Galant à la Chambre.

Claudy Vickevorst reprendra la parole pour les perspectives d'avenir du Sec-

teur TBM wallon. La réussite des Élections sociales de mai 2016 est bien évidemment le premier objectif fixé. Il est important de sensibiliser les travailleurs sur l'importance de ce vote pour leur avenir professionnel.

La défense et le maintien des acquis sociaux seront aussi primordiaux pour la CGSP TBM. Le but de la politique ultralibérale menée actuellement est de les détricoter sous de faux prétextes et au bénéfice du gain.

Il est conscient et se réjouit de la volonté d'action de nos militants pour s'opposer à la direction et au monde politique si ceux-ci voulaient aller

encore plus loin. La FGTB-CGSP est le dernier soutien que les travailleurs ont dans notre société. C'est grâce à la seule CGSP-TBM que les mesures d'austérité ont été très limitées pour le personnel.

La CGSP fédérale s'est inscrite dans le plan d'action de la FGTB qui est axé sur une meilleure communication. Cependant, l'ensemble des secteurs de la CGSP s'est engagé à mener son propre combat contre la poursuite du démantèlement des services publics et particulièrement sur les trois grands dangers qui nous guettent : les attaques à l'encontre du droit de grève et l'introduction du service mini-

mum ; les attaques contre les pensions ; les privatisations au sein du secteur public.

Claudy Vickevorst clôturera le Congrès sur un message d'encouragement et de remerciement aux militants et délégués du secteur Tram-Bus-Métro wallon.

## Régionale de Bruxelles-Capitale

### Groupe de travail « PPA »

La prochaine réunion du groupe de travail « PPA » de la section CGSP-TBM-Bruxelles est prévue le 14 avril 2016 à 9h dans nos bâtiments, salle D, rue du Congrès 17-19 à 1000 Bruxelles.

Tous les agents prépensionnés et pensionnés de la STIB sont invités à y participer.



**CASTEL**  
PONT A LESSE

**30% de réduction**  
pour les affiliés CGSP  
sur la nuitée sur base du prix affiché



Rue de Pont-à-Lesse à 5500 Dinant - [reservation@casteldepontalesse.be](mailto:reservation@casteldepontalesse.be) - 082 22 28 44 - [www.casteldepontalesse.be](http://www.casteldepontalesse.be)



### La médiocratie

« Rangez ces ouvrages compliqués, les livres comptables feront l'affaire. Ne soyez ni fier, ni spirituel, ni même à l'aise, vous risqueriez de paraître arrogant. Atténuez vos passions, elles font peur. Surtout, aucune «bonne idée», la déchiqueteuse en est pleine. Ce regard perçant qui inquiète, dilatez-le, et décontractez vos lèvres - il faut penser mou et le montrer, parler de son moi en le réduisant à peu de chose : on doit pouvoir vous caser. Les temps ont changé. Il n'y a eu aucune prise de la Bastille, rien de comparable à l'incendie du Reichstag, et l'Aurore n'a encore tiré aucun coup de feu. Pourtant, l'assaut a bel et bien été lancé et couronné de succès : les médiocres ont pris le pouvoir. »

Alain Deneault est docteur en philosophie de l'Université Paris-VIII. Il est aussi chroniqueur à la revue Liberté.

Alain Deneault, *La Médiocratie*, Lux éditions, Montréal, novembre 2015, 218 p., 15 €.



### Les Grecs contre l'austérité

Confrontée au dogmatisme européen néolibéral, la Grèce réussira-t-elle à renégocier sa dette et à sortir de la spirale récessionniste de l'austérité ? Cet ouvrage collectif examine les enjeux de la lutte des Grecs contre l'austérité découlant des réformes structurelles dictées par la troïka des créanciers. S'appuyant notamment sur de nombreux entretiens et sur les conclusions de la Commission pour la Vérité sur la dette publique grecque, il dresse le bilan de cinq années de memoranda et dénonce l'instrumentalisation de la crise de la dette, prétexte pour imposer partout privatisations, recul de l'état social, baisse des revenus et paupérisation des classes moyennes et populaires.

Marie-Laure Coulmin Koutsaftis, documentariste et traductrice, dresse un état des lieux détaillé de la Grèce après cinq années d'austérité, étayé par de nombreux entretiens.

Marie-Laure Coulmin Koutsaftis (sous la direction de), *Les Grecs contre l'austérité : Il était une fois la crise de la dette*, Éd. Le Temps des Cerises, Montreuil, décembre 2015, 230 p., 15 €.

## TRIBUNE

## SOMMAIRE

### Infos GÉNÉRALES

- 2 / Actualités – Dans nos régionales
- 3 / Édito • Une journée, une expo et ... un combat à toujours recommencer
- 4 / Dossier • Repair Café. Jeter ? Pas question !
- 6 / ISP Santé • Liberia : atteinte aux droits syndicaux
- 7 / Le mot qui pue • Collaborateur
- 8 / IRB • Congrès statutaire de l'Interrégionale de Bruxelles

### Infos POSTE

- 9 / Primes syndicales 2015 et reliquat 2014
- 10 / Nouveau centre de tri de Bruxelles X : les travaux ont commencé

### Infos TBM

- 11 / Édito • Scandale à la Une !
- 12 / Congrès statutaire wallon du Secteur Tram – Bus – Métro
- 15 / Régionale de Bruxelles-Capitale • Groupe de travail « PPA »

- 16 / À lire

[www.cgspwallonne.be](http://www.cgspwallonne.be)



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique